



HAL
open science

Le rôle de l'approche anthropologique dans la conception de dispositifs de Maîtrise de la Demande d'Énergie. Le cas du Programme Régional de MDE sur le fleuve Maroni en Guyane.

Marie-Christine Zélem

► **To cite this version:**

Marie-Christine Zélem. Le rôle de l'approche anthropologique dans la conception de dispositifs de Maîtrise de la Demande d'Énergie. Le cas du Programme Régional de MDE sur le fleuve Maroni en Guyane.. E. Barone; A Roosevelt; G Police. Amaz'hommes - Sciences de l'Homme et sciences de la Nature en Amazonie., Ibis Rouge Editions, pp.59-70, 2010, 2844503721. hal-01756818

HAL Id: hal-01756818

<https://hal.science/hal-01756818v1>

Submitted on 3 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le rôle de l'approche anthropologique dans la conception de dispositifs de Maîtrise de la Demande d'Énergie. Le cas du Programme Régional de MDE sur le fleuve Maroni en Guyane¹

Marie-Christine Zélem

Depuis 1969, le Département de la Guyane a connu une réorganisation administrative importante en voyant la création des nouvelles communes de l'Intérieur, l'ancien territoire de l'Inini. Ce découpage territorial propulsa tout un espace économique et culturel, comme le Maroni vers la « modernité ». Du territoire autonome à la création des communes, les conséquences furent importantes dans l'organisation sociale des populations concernées : reconnaissance de la citoyenneté française des individus, établissement d'un état civil, mise en place d'une strate administrative, ... ainsi que la responsabilité des concessions de production d'électricité.

Depuis cette période, on observe en Guyane une véritable dichotomie entre le littoral et les communes de l'Intérieur. Les retards structurels sont nombreux. Ainsi l'accès au service public d'électricité n'est pas généralisé à l'ensemble du territoire. 35 % de la population de l'Intérieur en sont aujourd'hui privés². Sur la côte Atlantique, les gyanais bénéficient d'une électricité fournie par des barrages hydrauliques. Sur le Bas-Maroni, on trouve quelques centrales thermiques dans les quatre bourgs les plus importants au profit de groupes scolaires, de bâtiments publics, de logements d'instituteurs, de commerces ou d'installations de pompage. On trouve aussi des installations solaires³ qui ne répondent plus d'une manière suffisante aux besoins qui ont évolué.

Le développement récent du système de fourniture d'électricité s'est accompagné d'une série de bouleversements tant dans la vie sociale locale que dans les pratiques culturelles. Cela s'est traduit par une demande croissante d'électricité que le système technique préconisé n'est plus à même de supporter. En raison de la dispersion de l'habitat et des difficultés d'accès, l'électrification des communes du Bas-Maroni n'est ni complètement assurée, ni totalement sécurisée. Seuls les bourgs⁴ bénéficient, depuis 2003, d'une distribution d'électricité par l'entreprise EDF à une grande

partie de la population y résidant. La majorité des habitants des écarts⁵ est exclue de ce service.

En fait, fournir les habitants du fleuve Maroni en électricité se heurte à deux difficultés majeures. D'une part, l'électricité est produite par de gros groupes électrogènes diesel, puis distribuée par un réseau très localisé. Le transport du carburant pour alimenter les centrales se fait en pirogue, via le fleuve, seule voie de communication. Le coût de production du kWh distribué sur le fleuve est alors dix fois supérieur aux prix pratiqués sur le Littoral. D'autre part, l'arrivée de l'électricité a rapidement attiré nombre de familles créant une demande en électricité forte. A moins d'augmenter la puissance des groupes électrogènes, il est aujourd'hui impossible de satisfaire toutes ces attentes. Revendiquant leur droit d'accès à l'électricité, certains ménages se sont raccordés de manière illégale sur les compteurs existants. Aussi, les systèmes de production atteignent-ils rapidement leurs limites, et outre les conflits liés au vol d'électricité, cela génère de nombreux désagréments (coupures, baisses de tension...) et incidents techniques (pannes des appareils électroménagers), en contradiction avec la mission de service public et le souci de la satisfaction du client revendiqués par EDF.

Pourtant, au titre du service public, il importe d'assurer une stabilité de l'approvisionnement des populations abonnées et de satisfaire les multiples demandes de compteurs en instance. L'offre d'électricité étant fortement contrainte par les systèmes techniques disponibles, la seule option envisageable sur le fleuve consiste à agir sur la courbe de consommation en tentant de l'infléchir, soit par la diffusion d'équipements électroménagers moins gourmands en électricité, soit en agissant sur les comportements. Pour résoudre cette difficulté qui consiste à continuer de fournir les populations du Bas-Maroni en électricité tout en satisfaisant les demandes supplémentaires d'abonnement, sans construire de nouvelles infrastructures de production, les acteurs locaux ont donc choisi d'avoir recours à une politique de maîtrise de la demande d'énergie et de l'inscrire dans le cadre du Programme Régional de Maîtrise de l'Énergie (PRME)

A partir d'une approche empruntée à l'anthropo-technologie, notre texte vise à décrire les changements induits par la diffusion du système technique électrique, leurs conséquences en terme de consommation d'énergie et les désajustements engendrés. Puis, dans une perspective inspirée de

¹ Cette étude a été réalisée dans le cadre du Programme Régional pour la Maîtrise de l'Énergie (PRME) de Guyane, sur la base d'une convention entre le Centre Culturel Mama Bobi et l'ADEME Guyane. Elle visait à caractériser les pratiques énergétiques du fleuve pour favoriser la conception d'outils plus en adéquation avec les réalités locales, et améliorer l'efficacité de la prochaine politique de Maîtrise de la Demande d'Énergie.

² Schéma Départemental d'Électrification Rural, Conseil Général de la Guyane, Transénergie, 2004

³ Projet Mawanie Énergie. « *Mise en place d'une concession d'électricité dans les écarts du Maroni* ». Cayenne, MARGE-ADEME, document de travail, avril 2006.

⁴ Apatou, Grand Santi, Papaïchton et Maripasoula,

⁵ On nomme « écarts » des groupements d'habitations dispersés, situés à distance du bourg principal, donc à distance des services (de quelques kilomètres à plusieurs dizaines de kilomètres). Ces hameaux s'inscrivent souvent dans un continuum clanique, selon une occupation historique du territoire. L'association Mamabobi en compte plus de 200, maintenus à l'initiative d'un groupe religieux ou par choix communautaire, administrés par des autorités coutumières.

l'anthropologie politique, il s'agit de mettre en perspective le décalage entre les enjeux économiques et de gestion visés par EDF, les enjeux plus environnementaux poursuivis par l'Agence pour l'Environnement et la Maîtrise de l'Energie (ADEME), et les modes de réception du projet par les publics concernés. Dans un premier temps, on verra que, pour avoir fait l'économie de la dimension culturelle des comportements énergétiques et pour n'avoir pas pris la mesure des représentations et du vécu de la « relation de service », le premier projet de maîtrise de la demande d'énergie (MDE) était inadapté aux spécificités du territoire local. Dans un second temps, on décrira les dispositifs socio-techniques adoptés, ce qui permettra de questionner l'intérêt de la territorialisation des politiques publiques qui associent les usagers, tant dans la définition que dans la mise en œuvre de politiques qui, au nom d'un intérêt supérieur (l'environnement, le développement durable), les touchent dans leurs pratiques domestiques.

1. LE BAS-MARONI, UNE RÉGION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Officiellement, les quatre bourgs concernés par cette étude accueillent 15.000 personnes, soit une moyenne de 4000 ménages, auxquels il convient d'ajouter des clandestins (près de 30 %). Le dynamisme démographique se traduit par une population jeune (près de 50 % de moins de 20 ans)⁶.

La région se caractérise par une mosaïque de communautés. On y trouve une grande majorité de Businenge ou « noirs-marrons », descendants des esclaves fugitifs de l'ex-Guyane néerlandaise. Ce sont les Aluku (Bonis d'Apatou, Maripasoula et Papaïchton), et les Ndyuka (à Grand Santi et Apatou). A leurs côtés, on rencontre des amérindiens, quelques créoles, un petit nombre de fonctionnaires métropolitains et une part non négligeable de personnes en situation irrégulière (réfugiés du Suriname, familles des garimpeiros brésiliens...).

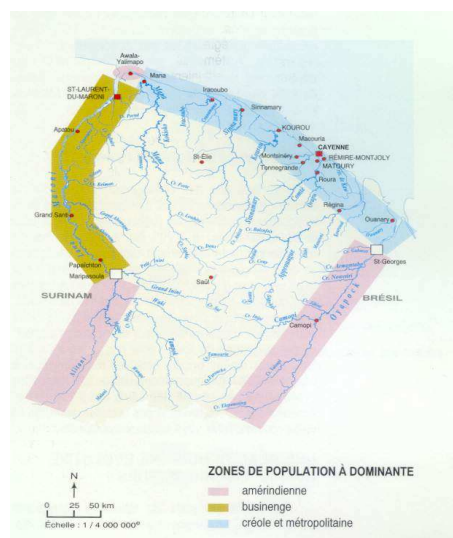
Depuis longtemps, la zone du fleuve Maroni est un espace de vie sociale pour les populations amérindiennes et businenge, qui exclue l'idée de frontière entre deux territoires. Depuis 1969 (création des communes de l'Intérieur) et 1986 (guerre civile au Suriname), le fleuve s'est transformé en véritable terre d'accueil pour les businenge fuyant les conflits, ou attirés par les activités aurifères,

Bordée par une forêt amazonienne très dense, difficilement praticable, la région du fleuve est essentiellement rurale. On y observe une économie officielle avec des emplois en nombre

très limité, une économie traditionnelle d'autosubsistance qui s'organise sur la base d'échanges non monétarisés (pêche, chasse, cueillette, abattis⁷) ainsi qu'une économie souterraine, informelle et le plus souvent illégale (orpaillage, commerce frontalier...). Le taux de chômage est de 42 % dans cette zone, contre 28 % en Guyane.

La commune de Maripasoula, située au Sud-Ouest du département, abrite le bourg le plus important du fleuve. Elle souffre d'un isolement du reste de la Guyane (une heure de vol de Cayenne, deux jours de pirogue de Saint-Laurent du Maroni). Les autres bourgs sont accessibles uniquement en pirogue.

S'il existe une piste entre Maripasoula et Papaïchton, elle n'est praticable qu'en véhicules tout terrain. Le fleuve reste le plus sûr moyen de liaison, en saison des pluies notamment. En période d'étiage, sa praticabilité est réduite, rendant les liaisons plus aléatoires. Notons par ailleurs que le Maroni est parsemé de sauts qui sont autant d'obstacles à la « navigation » et qui, compte tenu de leur difficulté en cas de pluies torrentielles, ou lorsque l'eau vient à manquer, représentent des risques pour les pirogues qui perdent de temps en temps leur cargaison. Ajoutons à cela les trafics et vols de diesel, notamment au profit des orpailleurs et autres contrebandiers, on aura compris pourquoi les coûts du transport sont si élevés et grèvent d'autant les approvisionnements (en carburant, en produits alimentaires ou en équipement) pour les populations résidant en bordure du fleuve.



⁷ Les abattis sont des espaces de culture temporaires qui s'organisent autour de parcelles de forêt que l'on défriche et fertilise grâce à la technique du brûlis. C'est là que l'on trouve l'essentiel de la production du manioc et des nombreuses variétés de plantes qui constituent le cœur de l'alimentation traditionnelle. Dès lors que la terre ne fournit plus d'assez bons rendements, l'abattis est abandonné et la communauté se déplace au gré des espaces de forêts ainsi exploités.

⁶ Source : INSEE.

Notons aussi que la population des écarts est loin d'être marginale car elle représente près de 60 % de la population (officiellement recensée) des communes. Dans les écarts, l'électricité est produite soit par des groupes électrogènes de faible capacité, parfois partagés, soit par quelques systèmes photovoltaïques pas toujours bien intégrés. Comme on l'observe depuis des décennies dans les pays en développement⁸, certains sont à l'abandon ou en panne (problème de maintenance, manque de disponibilité des pièces de rechange et problème de délais d'approvisionnement et de dépannage, manque de compétences techniques locales, complexité de la gestion de l'énergie disponible, exploitation déficiente...). On y trouve aussi des petites installations solaires, dispersées sur le territoire, implantées en fonction d'opportunités humaines, techniques ou financières. Elles sont actuellement sous dimensionnées par rapport aux besoins. Sur l'ensemble du territoire, le nombre d'abonnés EDF est bien inférieur au nombre de ménages recensés par l'INSEE qui ont déclaré avoir accès à l'électricité⁹. Cela résulte d'une pratique fréquente de partage des compteurs (ce qui évite de payer plusieurs abonnements) et de branchements illégaux. Par ailleurs, le nombre de ménages des écarts bénéficiant de l'électricité est très faible.

Ces quelques données illustrent une situation typique de sous-développement liée à des handicaps naturels (la forêt amazonienne, le fleuve), culturels (autorité coutumière, mémoire orale, fort taux d'analphabétisme, ...), économique (autosubsistance à partir d'une agriculture vivrière couplée à de la chasse et de la pêche) et politique (situation de dépendance post-coloniale).

2. ELECTRIFIER LE BAS-MARONI : LA RENCONTRE ENTRE UN PROJET D'ETAT ET L'EXPRESSION D'UN BESOIN SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'électricité est d'abord arrivée dans les bâtiments publics : mairie, école... puis certains ménages se sont équipés avec des petits générateurs. De fil en aiguille, quelques ampoules à incandescence ont remplacé lampes à pétrole ou bougies. Les congélateurs ont fait leur apparition, les télévisions et chaînes HIFI se sont multipliées. Et, peu à peu, ce qui n'était qu'accessoire est devenu besoin. Un besoin largement entretenu par la multiplication des contacts avec le Littoral et par le développement des médias.

Pour les pouvoirs publics, électrifier les populations du fleuve Maroni rejoint l'objectif principal d'une mission de service public :

développer l'accès de tous à l'électricité dans des conditions identiques (comparables à celles du littoral) et solidaires ; permettre l'accès à d'autres services, tels l'eau ou le téléphone, dans des conditions consolidées. Mais l'électricité est aussi appréhendée comme un outil de planification territoriale qui favorise le regroupement et la permanence de l'habitat, s'éloignant de la culture de l'habitat semi-nomade. C'est également un instrument de développement économique et social qui facilite l'implantation de nouvelles activités (artisanat, tourisme, hôtellerie...) et assure la possibilité d'installer des infrastructures scolaires et médicales. Rationaliser et performer les dispositifs d'électrification déjà en place vise à sécuriser le fonctionnement des infrastructures, à réduire les coûts de fonctionnement et à éviter les discontinuités de distribution, donc les pannes récurrentes. Cet objectif s'accompagne d'une amélioration du service client qui a pour vocation une responsabilisation au niveau des obligations de paiement du service public d'électricité et donc favorise la régulation des impayés d'énergie. Si à cela on ajoute une politique de maîtrise de la demande d'énergie, on a là les ingrédients d'une gestion supposée plus responsable de l'énergie distribuée.

Du point de vue des populations locales, la planification de l'électrification des bourgs le long du fleuve suscite beaucoup d'intérêt. Les arguments énoncés par les populations des écarts pour appuyer leur revendication d'accéder à ce service sont très éloquentes¹⁰.

Sur le plan social, disposer d'un approvisionnement électrique représente la possibilité, pour l'ensemble des foyers, d'accéder aux équipements électroménagers. Par ailleurs, on attend d'un service de production d'électricité qu'il contribue à améliorer le quotidien (disposer de lumière à volonté, conserver et stocker grâce au froid, faire fonctionner les téléviseurs et autres appareils), et facilite l'installation d'un réseau d'eau courante (forages et stations de pompage) ; ce qui autorise notamment la construction de sanitaires. Cela contribue à disposer d'installations téléphoniques plus performantes. Cela permet d'envisager un éclairage public aux abords des bâtiments publics et des commerces, le long des rues principales, autour des débarcadères, voire du « terrain de foot » lorsqu'il existe... Outre la possibilité d'une vie sociale après la tombée de la nuit, cela représente, pour beaucoup, une mise en sécurité des lieux de vie publics, des voies d'accès et des espaces habités.

Sur le plan économique, un service d'électricité autorise le développement de divers projets en lien avec des activités professionnelles (artisanat, travail du bois, boulangerie,

⁸ M. Akrich, 1985, « Energie et tiers monde : des théories aux pratiques de diffusion des technologies », Mémoire de DEA, Paris, CNAM-Paris I.

⁹ Mawani Energie, 2006, « Mise en place d'un opérateur de l'électricité sur les sites isolés de Guyane ». Cayenne, ADEME, MARGE.

¹⁰ Mawana Energy, 2006, « Electrification des écarts du Maroni. Saint-Laurent du Maroni » Cayenne, Ademe, Mama Bobi.

transformation du manioc, hôtellerie...). Les petits producteurs maraîchers y voient l'occasion de mieux gérer leurs productions de légumes et d'en diminuer les coûts. Les autorités coutumières y trouvent l'intérêt de fixer, dans les écarts, les jeunes ou des familles entières qui, attirés par les bourgs, quittent la communauté traditionnelle au risque de la fragiliser.

L'électrification décentralisée, en réseau, assurée par de gros générateurs, est considérée comme une solution pour résoudre les problèmes récurrents des petits groupes individuels et des quelques installations solaires : le coût exorbitant de production d'électricité (pour les groupes), le manque de puissance, le fonctionnement aléatoire en saison des pluies (pour le solaire), et un mode d'utilisation par intermittence¹¹ qui pose de gros problèmes pour la conservation des produits.

Même si leurs référentiels diffèrent, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des populations autochtones, on remarque que l'électricité est perçue comme un véritable vecteur de développement, idée confortée par une demande sociale très forte.

Les effets pervers du système socio-technique

Ces attentes créées par le système socio-technique prennent forme dans l'environnement direct des villages. C'est ainsi que, lorsqu'on se promène dans les écarts ou dans les rues des bourgs, certaines installations frappent le regard : nombre de réfrigérateurs, congélateurs et machines à laver, rouillés, trônent à l'extérieur des maisons. Certains sont tout simplement abandonnés, en panne. Les fils qui raccordent les autres au compteur pendent au hasard de l'installation électrique. Très souvent, ces fils vont d'une maison à l'autre, d'un carbet à un autre. Dans les bourgs, il n'est pas rare de trouver trois au quatre compteurs superposés en façade d'une habitation précaire ou de remarquer des dizaines de fils entremêlés qui joignent plusieurs maisons entre elles. Comment cela s'explique-t-il ?

En fait, le système de production électrique étant rapidement parvenu à saturation, il n'est plus possible de raccorder de nouveaux abonnés au réseau. Les particuliers réalisent donc des branchements à l'insu de l'exploitant. Ils raccordent le demandeur sur leur propre compteur. Dans l'incapacité de dissocier les deux consommations, l'abonné officiel fixe un forfait à celui qui « emprunte » son installation électrique pour bénéficier d'un peu de courant. Ce forfait est arbitraire. L'intérêt pour les ménages d'une même famille est d'éviter de payer plusieurs abonnements. L'inconvénient principal de ces « arrangements » est qu'ils n'incitent absolument

¹¹ Quelques heures en début de journée, au moment du déjeuner, puis à la tombée de la nuit.

pas à réduire les consommations d'électricité. Tout comme les locations de logements « charges comprises », ils autorisent à consommer à volonté. Ces pratiques tendent par ailleurs à générer des mécontentements des deux côtés : celui qui revend de l'électricité a toujours le sentiment que son voisin consomme plus que ce qui lui est facturé. Inversement, celui qui bénéficie de ce type de « bricolage » est rarement content car il estime qu'il consomme moins que ce qui lui est facturé.

A côté de ces « mises en commun de compteurs » tout à fait notoires, il existe un certain nombre de branchements qui se réalisent sans aucune autorisation de la part de qui ce soit. Dans certains quartiers des bourgs, il y a tant de fils aériens qui se croisent et s'entrecroisent sans qu'on sache exactement ce qu'ils raccordent, qu'il est quasiment impossible de se prémunir contre cette pratique de vol délibéré du courant. Ces branchements multiples accentuent la pression exercée sur les groupes électrogènes qui tombent régulièrement en panne.

Dans la région, il n'y a pas d'électriciens. Qu'il s'agisse d'installer l'électricité ou de réparer un équipement ou un système de production électrique, soit on fait appel à quelqu'un de Saint-Laurent ou de Cayenne et on attend des mois avant d'être dépanné, soit on bricole soi-même. De fait,



dans les foyers, une grande partie des installations électriques sont défectueuses, dangereuses. Peu de branchements électriques sont aux « normes françaises ». Ces installations hasardeuses sont issues de pratiques d'auto-construction dans l'habitat : s'entremêlent des fils (suspendus au plafond, circulant à même le sol, se baladant le long d'un mur ou en travers d'une pièce, voisinant autour de points d'eau), assemblés n'importe comment (par du scotch, du sparadrap ou tout autre papier collant, sur des multiprises en série...). L'électricité, n'est pas perçue comme un danger

potentiel, de fait, sans sensibilisation aux risques, les accidents sont nombreux.



3. MAÎTRISER LES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE COMME ALTERNATIVE AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Multiplication des établissements scolaires, diversification et amélioration des services dans les bourgs ... l'électrification eut rapidement un effet attractif. Mais, comment satisfaire les nouveaux arrivants réclamant leur droit aux services EDF ? Faute de pouvoir envisager d'étendre les réseaux de distribution d'électricité du littoral jusqu'en amont du fleuve Maroni, c'est vers un programme de MDE que les pouvoirs publics se sont engagés. Ce projet trouve place dans le cadre du Programme Régional de Maîtrise de l'Énergie (PRME) conduit depuis 1997 par la Région Guyane, le Département, l'ADEME et EDF Guyane. L'objectif premier est « d'accéder à l'indépendance énergétique et faire face à une saturation des moyens de production d'électricité »¹².

Comme sur le territoire métropolitain, le PRME de la Guyane repose sur des actions de sensibilisation et d'information des populations, mais aussi sur des actions de promotion de l'offre de produits et matériels éco-performants dans le domaine de l'éclairage et du froid domestique notamment (diffusion de lampes basse consommation¹³ et mise à disposition de réfrigérateurs et congélateurs de classe énergétique A¹⁴) : « l'usage plus généralisé d'appareils de froid

performants et de LBC permettrait de réduire de près de 40 % la consommation de ce secteur résidentiel à 20 heures ». Le dispositif préconisé est en fait conçu comme une réplique des opérations du même type initiées sur le territoire national européen, ce qui constitue son principal handicap.

4. LE RÉFÉRENTIEL SUR LE FLEUVE : CONSOMMER POUR ENTRER DANS LA MODERNITÉ

Combiné au jeu des politiques sociales de lutte contre la précarité (RMI) qui confèrent un véritable pouvoir d'achat, l'accès au service public d'électricité a engendré des attentes qui rejoignent une certaine idée du progrès : avoir de la lumière, des appareils à faire du froid, disposer d'un téléviseur, voire d'un ordinateur, s'équiper d'une machine à laver, pour ce qui concerne les équipements les plus courants.

D'un côté, l'arrivée des minima sociaux s'est accompagnée d'un abandon progressif des abattis et d'une dépendance plus grande vis à vis des biens de consommation courants. Acheter ses biens alimentaires, notamment congelés, c'est se faciliter la vie, mais c'est aussi revendiquer son entrée dans la modernité. Pourquoi cultiver un abattis, élever quelques volailles, partir à la chasse, ou placer des filets sur le fleuve, puisque le poulet congelé, le poisson congelé et les légumes surgelés remplacent très efficacement les produits frais ? De l'autre côté, l'arrivée de l'électricité a orienté les modes d'équipement et façonné les manières de consommer. L'achat de réfrigérateurs, puis de gros congélateurs bahuts, a bouleversé les habitudes alimentaires. Le congélateur ne se résume pas à l'arrivée des produits congelés, il signe surtout l'abandon de techniques de conservation traditionnelles et joue comme facteur de mutation des modes alimentaires. La découverte du champ des possibles ainsi ouvert, confortée par le pouvoir d'achat procuré par les minima sociaux, a contribué à façonner une société locale très énergivore.

L'analyse anthropo-technique montre alors que l'introduction, puis la généralisation de l'électricité, a provoqué un certain nombre de désajustements résultant de l'écart entre cette innovation et le système social et technique récepteur¹⁵. Identifier quel sens chacun accorde à l'arrivée de l'électricité, comment chacun explique et vit les difficultés récurrentes au dispositif de distribution du courant, repérer les certitudes qui préoccupent les habitants du fleuve à propos de la gestion du service client d'EDF, ... sont autant de clefs de compréhension des manières d'utiliser les

¹² www.cr-guyane.fr : le PRME

¹³ Les LBC présentent le double avantage de consommer 5 fois moins d'énergie et de durer 10 fois plus longtemps que les ampoules à incandescence. Cependant, elles coûtent en moyenne 10 fois plus cher que leurs concurrentes et on ne les trouve pas partout sur le marché.

¹⁴ La classe énergétique distingue les appareils électroménagers selon leur consommation électrique. Elle se repère grâce à une « étiquette énergie » sur laquelle figure des indications qui vont de « A » pour les appareils les plus économes, à « G » pour les

appareils les plus gourmands en énergie. A cette classe est associé un code couleur : vert pour les appareils économes puis un dégradé d'orange à rouge pour les appareils les moins éco-performants.

¹⁵ J.-P. Olivier de Sardan, 1998, *Anthropologie du développement. Essai de socio-anthropologie du changement social* Paris, APAD, Karthala, p. 81.

appareils électriques et des pratiques de consommation qui leurs sont associées. Ce sont ces pratiques et ces représentations sociales qui s'édifient comme autant de barrières à la diffusion des « bonnes pratiques » préconisées par le PRME.

L'accès à l'électricité : la liberté de consommer

Les blancs se sont imposés comme les hommes qui savent, tournant le dos au passé, aux coutumes. Ils accompagnent l'arrivée de leurs technologies de promesses sur l'entrée dans la modernité, l'accès au confort. L'électricité est alors appréhendée comme la garantie d'une certaine parité : les blancs ont pris les terres, ont redistribué les pouvoirs. Ils ont transformé les savoirs, éduqué les jeunes, ont créé des attentes. L'électricité est là pour les combler. Elle est invisible et pourtant, comme par magie, elle autorise toutes sortes de choses inattendues : entendre de la musique, faire du froid, produire de la glace, faire fonctionner toute une série de machines, transmettre des images, communiquer avec le reste du monde Pour cela, il suffit d'un fil et d'un interrupteur....

Le « multi-équipement » comme signe distinctif

L'arrivée des appareils électroménagers a été accueillie avec soulagement, par les femmes notamment. Le lave-linge a largement contribué à diminuer la pénibilité de la lessive à la rivière. Les appareils de froid ont facilité la conservation des aliments, évité la confection de certaines préparations désormais achetées toutes prêtes et conservables. N'ayant plus le souci d'approvisionner en viande fraîche et en produits de la pêche ou des abattis, les hommes eux-mêmes y ont trouvé un intérêt. De fait, sur le fleuve, le nombre et la taille des appareils paraissent disproportionnés comparés à la précarité ambiante. Ils sont exposés à la vue et au su de tous et ont en quelque sorte, remplacé les batteries de cuisine que les femmes businenge étalaient devant leur foyer. Ils trônent autour du carbet. Ils se donnent à voir et signent l'accès au mode de vie occidental.

Le statut d'abonné confère une reconnaissance, mais la facturation est perçue comme arbitraire

Si les gens savent bien que le courant est produit grâce aux groupes électrogènes, ils ont beaucoup de mal à comprendre que le montant de la facture soit tributaire de leur niveau de consommation ; du mal également à faire le lien entre le coût à payer et leur mode d'équipement. En effet, les informations qui figurent sur la facture ne sont guère accessibles sans accompagnement. Qu'il faille payer un abonnement auquel vient s'ajouter un coût lié à la quantité de courant utilisée, cela

dépasse l'entendement, notamment pour les nombreux abonnés analphabètes.

Beaucoup imaginent que la facture représente une sorte de forfait proportionnel au nombre d'appareils possédés. Peu comprennent comment en est fixé le montant, comme si le compteur est là pour attester d'un abonnement, sorte d'identifiant qui signe la qualité de « client EDF ». Revient alors comme un leitmotiv cette idée de devoir payer un montant arbitraire qui serait une sorte de « droit à consommer à hauteur de... ».

La difficulté à lire la facture, l'incapacité à comprendre le mode de facturation et une relation à EDF qui se réalise uniquement par voie postale, sont trois motifs d'insatisfaction qui génèrent le sentiment de ne pas avoir, en retour de son statut d'abonné EDF, un service à la hauteur. Tous les courriers émanant d'EDF sont postés de Cayenne. Toutes les réclamations par téléphone doivent s'établir avec Cayenne. Cette distance géographique instaure une distance sociale et ajoute au caractère totalement dépersonnalisé de la relation client.

Dans un tel contexte, les populations du fleuve ne sont donc guère disposées à entendre parler d'économie d'énergie. Si leurs factures tendent à augmenter, spontanément, la majorité soupçonnera EDF d'augmenter ses tarifs ; sans se questionner sur l'incidence des modes d'utilisation des appareils électriques. D'emblée, cela constitue un véritable problème pour le programme du PRME qui vise à faire changer les comportements énergivores.

Un marché de technologies éco-performantes indigent et mal organisé.

Sur le fleuve, on ne trouve tout simplement pas d'appareils électroménagers et s'en équiper revient très cher. Pour s'en procurer, il faut se rendre à l'embouchure, à Saint-Laurent du Maroni ou bien à Cayenne. Deux ou trois commerçants des bourgs font quelques achats groupés, à la demande. Dans tous les cas, il convient d'ajouter le coût du transport au prix d'achat. Ce problème de surcoût, ajouté au problème récurrent des pannes, explique que la plupart des ménages préfèrent acquérir des appareils bon marché, souvent de qualité énergétique médiocre, fournis sur l'autre rive, côté Surinam.

La consommation d'énergie n'est absolument pas un critère d'achat et parler d'étiquette énergie paraît de fait déplacé : toutes catégories de populations confondues, les quelques personnes informées sur l'existence de cet étiquetage ont bien du mal à dire ce qu'il signifie ou signale. Vaguement au courant, elles savent tout juste que l'étiquette vise à distinguer certains appareils. Pour ce qui concerne les LBC, quelques rares boutiques en proposent, mais en très petite quantité, dans une gamme très étroite et à des prix

cinq à dix fois plus élevés que ceux des ampoules standards. Aucune promotion particulière n'accompagne ces lampes. Or, ne pas en disposer dans les commerces locaux, ne pas les prescrire contribue à les disqualifier. A cela s'ajoute une confusion générée par les qualificatifs qui décrivent leurs performances. Leur acronyme est compliqué. Leur nom *in extenso* est tout aussi difficile à comprendre¹⁶ et soulève des paradoxes Notamment quand on associe leur marché à EDF, considéré comme leur promoteur principal.

Du côté des usagers, s'éclairer importe plus que la manière de s'éclairer. La majorité ne sait pas grand-chose à ce sujet ou alors quelques informations très confuses. A cela s'ajoute une distance technique et culturelle qui interfère au point que les gens sont persuadés que ce genre de produit n'est pas encore en vente sur leur territoire ; territoire qu'ils vivent comme un territoire hors du temps, loin du monde.

Finalement, l'absence d'appareils électroménagers en vente sur le fleuve, le manque d'information sur l'étiquette énergie ainsi que sur les performances des LBC, sont autant de facteurs peu propices au bon déroulement d'une campagne de MDE.

5. LA PERCEPTION DE L'OPÉRATION DE MDE : UN JEU LOCAL DE TRADUCTION DES ENJEUX

Compte tenu des caractéristiques du Bas Maroni ainsi décrites, on remarque combien le projet d'électrification a manqué de cohérence. Appréhendé comme une entreprise de développement, ce projet a en quelque sorte failli, dans la mesure où il a fait l'économie d'ajuster les attentes, savoirs et besoins aux apports et progrès permis par le système technique. Les interactions « projet-milieu » se sont alors opérées dans un contexte d'accueil peu propice qui est à l'origine de la cristallisation d'un certain nombre d'interprétations, elles mêmes peu favorables aux actions envisagées dans le cadre du PRME.

Une politique de MDE inadaptée, mal comprise.

La question de la consommation électrique est un véritable souci sur le fleuve, mais pas un souci d'économie. Tout le monde se plaint de devoir payer des factures considérées comme élevées, mais personne n'évoque la possibilité dont chacun dispose de les réduire. Toute une série de préjugés interfèrent sur la série d'opérations qui s'engagent. Ils reposent essentiellement sur la mobilisation d'éléments parcellaires d'information, auxquels il convient d'ajouter des expériences malheureuses

qu'on réactive à l'occasion afin de leur faire jouer le rôle de contre référence.

L'opération LBC par exemple, consiste à envoyer un bon d'échange en accompagnement d'une facture d'électricité, puis à défalquer le prix de la lampe récupérée chez un commerçant, sur la facture suivante. Mais, cela crée beaucoup de malentendus : beaucoup pensent que l'opération consiste à distribuer gratuitement des LBC. La gratuité engendre par ailleurs la suspicion sur la valeur ou la fiabilité du produit. Et la gratuité contribue à maintenir dans un système de dépendance et de déresponsabilisation. Beaucoup y voient donc une simple opération de marketing consistant à promouvoir une nouvelle technologie. Certains soupçonnent même EDF d'instrumentaliser les populations captives du fleuve et d'y avoir un intérêt caché ; ce que d'autres nomment le « business ». Ce soupçon étant par ailleurs conforté par le prix à l'achat de ces lampes : pourquoi le matériel moins gourmand est-il plus coûteux ?



Pour ce qui concerne l'opération réfrigérateurs de classe « A », on retrouve les mêmes observations que sur le continent européen¹⁷ : autant la consommation électrique des lampes se voit par la simple production de lumière, autant la consommation des réfrigérateurs est invisible. En effet, c'est un appareil que l'on branche une fois pour toutes et qui fait du froid en

¹⁶Lampes-ampoules, basse consommation-basse tension, énergie-électricité, à économie d'énergie mais d'un coût élevé à l'achat....

¹⁷ M.-C. Zélem, 2006, "L'évolution de la fonction froid. Les modes d'utilisation et les attentes des utilisateurs", Colloque "Froid, alimentation, santé et énergie : quels enjeux ?" du Centre Universitaire d'Etude des Problèmes de l'Energie, Genève. 6 avril. Actes en ligne.

continu sans qu'il soit besoin de l'allumer. De fait, qu'il soit possible de faire des économies d'énergie par le biais d'un appareil dont on n'avait jamais imaginé qu'il puisse consommer... cela ne vient même pas à l'esprit. On ne change de frigo que lorsqu'il tombe en panne ou en fonction du cycle de vie (agrandissement de la famille par exemple). Renouveler le parc actuel suppose donc une véritable politique incitative, comprenant notamment la reprise de l'ancien appareil et une prime à l'achat pour le nouveau. Par ailleurs, parler d'étiquette énergie n'a pas plus de sens ; encore qu'il s'agisse là d'une sorte de label qui fonctionne comme facteur de distinction entre les appareils.

Une politique de MDE fortement controversée.

Outre le fait que les habitants du fleuve ne comprennent pas les enjeux du programme de MDE, qu'EDF soit identifié comme le promoteur des opérations de MDE pose problème. Souffrant d'un déficit de confiance, cette entreprise ne dispose pas de légitimité propice au bon déroulement du programme. Curieusement, l'ADEME, promoteur et principal metteur en œuvre des programmes de MDE en France, est parfaitement inconnue sur le Bas-Maroni. En dehors des quelques fonctionnaires et des partenaires ou interlocuteurs de l'association Mama Bobi (sorte de relais local de l'Agence et d'EDF dans le cadre de programmes d'électrification rurale), peu connaissent ses missions. Certains ont bien entendu, à la radio ou à la télévision, des messages invitant à réduire ses consommations d'énergie ; mais la plupart en attribuent la paternité à EDF. De fait, « consommation d'énergie » est automatiquement associé à « production » et « facturation » d'énergie. Qu'aucune publicité sur l'opération de MDE n'ait été envisagée dans les commerces ou sur les lieux publics renforce ce sentiment que seul EDF orchestre l'opération ; ce qui contribue à brouiller davantage les messages.

Le fait que les particuliers soient sollicités pour faire des efforts, alors que les établissements de l'Etat ne semblent pas concernés, suscite de la méfiance et tend à générer des attitudes d'hostilité au programme. Le fait que ce programme soit de nouveau un projet conçu et porté par Cayenne, en total décalage avec les réalités locales, produit l'effet inverse que celui qui était escompté. Partant du principe qu'il revient aux pouvoirs publics de montrer l'exemple et que les porteurs du programme n'ont pas de légitimité locale, les populations du Bas-Maroni affichent tout simplement de l'indifférence.

Dernier point, et non des moindres, au départ, les grands Man, seuls reconnus comme investis d'une autorité locale, n'avaient pas été associés au dispositif. Ces chefs coutumiers, garants du respect des valeurs traditionnelles, n'avaient pas

été identifiés comme porte-parole potentiels des enjeux et modalités de l'opération ; ils n'étaient donc pas partenaires du programme. Or, on sait combien¹⁸, outre la mise en valeur de dispositions favorables au cœur de la cible de l'action publique, il importe d'enrôler un certain nombre d'acteurs intermédiaires qui seront autant d'alliés de la politique mise en œuvre. Au même titre que les chefs traditionnels, ce peut être également les commerçants qui, non seulement devraient être acquis aux enjeux de la MDE, mais devraient être de véritables prescripteurs des technologies préconisées pour réduire les consommations d'énergie. Faute de relais légitimes sur place, l'opération ne pouvait pas être appréhendée autrement que comme une politique provenant, de manière très descendante, de la métropole, donc socialement indésirable¹⁹.

6. VERS UN NOUVEAU PRME PLUS A L'ÉCOUTE DES IDENTITÉS CULTURELLES LOCALES ?

Les populations du fleuve Maroni sont captives d'un système socio-technique complexe qui tend à tirer leurs modes de consommation vers toujours plus de confort, toujours plus d'équipements électriques. De fait, elles ne sont guère disposées à entendre un discours qui prône la réduction des pratiques énergivores tant cela paraît antinomique, notamment quand le discours est mal entendu (réduire ses consommations = réduire son confort), mal compris (réduire ses consommations mais payer les mêmes factures), ou tout simplement volontairement déformé (réduire ses consommations pour servir la cause d'EDF). Les populations du fleuve ne comprennent pas que la demande d'électricité (comme effet cumulé des consommations individuelles) est tributaire des capacités du système de production. Elles comprennent mal comment se construit le prix du kilowatt. Or, le minimum que l'on puisse attendre d'un programme d'efficacité énergétique est qu'il socialise les publics concernés aux réalités spécifiques de leur territoire, de manière à donner du sens à l'ensemble des actions mises en œuvre parallèlement.

Nombre de rapports d'évaluation de programmes de MDE déplorent le caractère ponctuel de l'effet induit par les opérations isolées de diffusion de systèmes techniques. Certes, sur le Bas Maroni, une distribution en grand nombre de LBC et de réfrigérateurs de classe « A » va permettre d'écarter le pic de consommation du soir ; mais sans réelle appropriation des technologies (étape fondamentale pour inscrire l'opération dans la durée), et à démographie

¹⁸ M. Callon, 1986, « Eléments pour une sociologie de la traduction. » *L'année sociologique* (36), pp. 204-205.

¹⁹ Y. Mény, J-C. Thoenig, 1989, *Politiques publiques*. Paris, PUF, p. 163.

constante. Or, les dernières projections montrent un accroissement de la population relativement rapide. Cela pose nécessairement la question de la pertinence des moyens mis en œuvre par l'action publique et de leur portée. Le PRME vise-t-il la résolution pour une période limitée des problèmes de consommation, le temps de mettre au point une nouvelle solution de type technique²⁰ (système de production d'électricité) ou bien se projette-t-il dans la durée pour inscrire les opérations actuelles dans le cadre du développement durable ?²¹

L'efficacité environnementale et technico-économique du PRME ne pouvait en réalité s'envisager qu'à travers la combinaison de plusieurs actions en direction des populations concernées : l'explication des limites du système de production électrique, la diffusion d'appareils éco-performants, l'apprentissage de leurs fonctionnalités et des conditions de leur utilisation, la mise en œuvre de démarches pédagogiques pour créer une culture locale autour des économies d'énergie et la mise en place d'un cadre d'action piloté par les institutions habituelles, mais surtout relayé dans les bourgs par des « ambassadeurs » de ce programme, seuls garants de l'instauration d'une certaine confiance. En effet, terme assez prisé par les chercheurs qui s'intéressent aux systèmes locaux d'innovation²², la confiance favorise la mise en place et le maintien d'un processus de solidarisation des acteurs qui s'apparente à l'apparition d'un comportement collectif. On parle de confiance communautaire qui se cristallise sur la base des réseaux sociaux auxquels appartiennent les personnes. Ainsi, la confiance ne peut s'acheter sur un marché, notamment dans un contexte d'incertitudes ou d'anticipations imparfaites. Un individu peut être amené à agir dans un contexte de défiance, de méfiance ou de confiance selon que le message qui accompagne l'action publique est engageant ou pas. Si le message est engageant, l'individu s'engage et il s'engagera d'autant plus aisément qu'il le fait en confiance, parce que soutenu et conforté dans son engagement par un collectif. Par contre, il est indispensable que ce collectif soit recruté dans un réseau social de proximité qui mette l'accent sur l'intérêt social de participer au programme, plutôt que sur la relation marchande ou l'enjeu en terme de sécurisation du système de production d'électricité.

²⁰ M.-C., Zélem, 2005, "D'une confiance aveugle dans les technologies à la nécessité d'une science en conscience", *Global Chance*, n°20, "Les utopies technologiques", février, pp. 40-44.

²¹ M.-C., Zélem, 2002, "Société de consommation et maîtrise de la demande d'énergie, une mise en compatibilité complexe", *Global Chance*, n°16 : "Maîtrise de l'énergie et développement durable", novembre, pp. 111-124.

²² B. Pecqueur, J.-B., Zimmermann (dirs), 2004, « Confiance et proximité » in : *Economie de proximités*. Paris, Hermès, pp. 65-87.

La nécessité de prévoir un dispositif de type socio-technique est rendue d'autant plus pertinente que le contexte énergétique mondial continue de s'aggraver avec la répercussion majeure que l'on sait : l'augmentation du coût des énergies. Sur le fleuve, cela va se traduire par une hausse du coût de production du kilowatt/heure, donc par une augmentation des factures d'électricité et probablement, pour les familles, par des difficultés à payer leurs factures. Cela risque d'aggraver le climat social et les rancoeurs vis-à-vis de l'opérateur principal considéré à ce jour comme le responsable du dysfonctionnement du système local de distribution de l'électricité.

7. LE NOUVEAU DISPOSITIF SOCIO-TECHNIQUE MIS EN PLACE PAR LES MEMBRES DU PRME

Les démarches envisagées jusque là étant inadaptées aux publics cibles, les langages et logiques exprimées distantes des préoccupations des populations et trop technicistes, il s'agissait désormais de concevoir un dispositif de sensibilisation construit sur la base de l'approche socio-anthropologique. L'objectif de cette approche est de faire coïncider des enjeux collectifs, distants des réalités et des cultures locales, avec des enjeux individuels tout en appliquant une démarche d'éducation à l'environnement et à l'éco-citoyenneté. La première difficulté réside dans la compréhension des systèmes techniques préconisés et dans la transposition de concepts techniques dans une autre culture. L'objectif principal étant une ré-appropriation du système socio-technique.



Les notions occidentales d'énergie, d'un côté, et d'électricité, de l'autre, sont difficiles à transposer dans les cultures locales. De fait, comment faire comprendre les enjeux du projet et transmettre une information préventive sur les risques, en quels termes ? Comment imager le concept d'électricité (entité virtuelle) pour sensibiliser à la notion de gestion, de stock ? Comment parler de « bonne » installation électrique

(sécurité), dès lors qu'il n'y a pas de repère en matière de normes ?

La solution passait par un mode d'action non plus de type vertical-descendant, mais de type participatif. La collaboration entre les membres du PRME et l'association Mamabobi a permis de dessiner une démarche et des actions de terrain. Le recrutement local de médiateurs culturels d'un côté, et de techniciens de l'autre, a conduit à créer des binômes d'intervention. Les médiateurs et l'association se sont associés à la réalisation de tous les supports de communication, aux dialogues et textes, aux choix des dessins et des mises en situation, des messages techniques... Des outils de démonstration ont été conçus pour permettre aux populations de vérifier l'efficacité des appareillages performants (LBC, réfrigérateurs). L'électricité étant un concept technique non matérialisable, mais relativement quantifiable, le préalable pour conduire à des conseils en économie d'énergie, a consisté en une explication du caractère « payant » de l'effort individuel, pour l'intérêt collectif.

Fayaman, littéralement « l'homme du feu » mais aussi de l'électricité, devient médiateur.

Ce que l'on nomme « *fée électrique* » en France, n'est pas vécu de la même façon en pays businenge. Pourtant, elle provoque les mêmes interrogations et des étonnements comparables. « *Fayaman* » est littéralement « *l'homme du feu* », mais également le nom donné aux agents EDF ou aux électriciens. Personnage de bande dessinée, Fayaman illustre la démarche des médiateurs en mission de sensibilisation autour des questions d'énergie.

Le personnage de Fayaman a été adopté pour rappeler la mission des médiateurs culturels et les appuyer dans leurs visites. Cette démarche est basée sur l'accompagnement des opérations de diffusion de LBC par des « ambassadeurs » de l'énergie, un binôme composé d'un médiateur culturel et d'un électricien, formés aux démarches d'économie et de sécurité électrique. Cette approche est la même que celle qui préside à la mise en place du tri sélectif en France métropolitaine. L'objectif est de proposer une meilleure compréhension du système de consommation des appareils électriques, du mode de facturation, des moyens pour économiser l'énergie et du rapport consommateur-payeur. En 2006, 65 % des abonnés étaient en dette auprès du fournisseur d'électricité, ce qui illustre une difficulté majeure de la relation consommateur-fournisseur.

La mise en place d'un cadre d'action socio-technique de proximité.

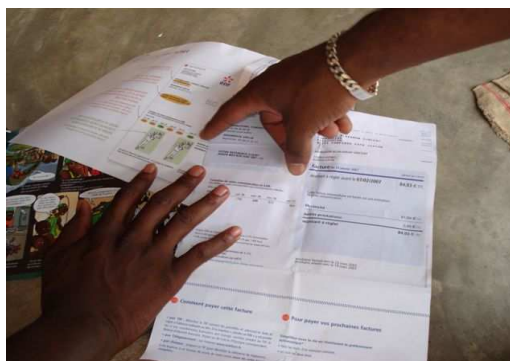
Le partenariat avec l'association culturelle Mamabobi est au centre du dispositif de

sensibilisation. Pierre de voûte du projet, cette structure est reconnue et soutenue par les autorités coutumières des businenge du fleuve Maroni. L'approche communautaire est dès lors préférée à une approche de masse, plus communément pratiquée dans les pays occidentaux. Elle présente l'intérêt de sensibiliser les instances communautaires et de faire apparaître un sentiment de ré-appropriation par la communauté. Cette action se décline en plusieurs volets : un volet technique, via un protocole technique et des supports pédagogiques ; un volet social par une démarche à domicile portée par des médiateurs culturels locaux ; un volet communication par une sensibilisation aux économies d'énergie et à l'environnement, sur la base de supports diversifiés.

La mise en place, dans un même temps, d'une filière d'approvisionnement de LBC dans les commerces (l'objet technique est disponible dans les épiceries de proximité) et, dans une perspective d'éducation citoyenne, de ventes de lampes lors des visites, permet une plus grande cohérence de l'opération.

A mi-parcours, grâce à 5 visites par jour, l'essentiel des foyers a été rencontré et parmi eux 60 % d'abonnés au service de l'électricité et 40 % de non abonnés pour 1,5 LBC vendue par foyer en remplacement d'incandescentes. Pour inscrire l'offre dans le long terme, les médiateurs procèdent également à la substitution, dans les magasins, des stocks de lampes à incandescence par des LBC. La première partie de la campagne étant surtout axée sur l'éclairage, les agents EDF de Maripasoula (le bourg le plus important) signalent déjà aux médiateurs une baisse du pic de la consommation significative.

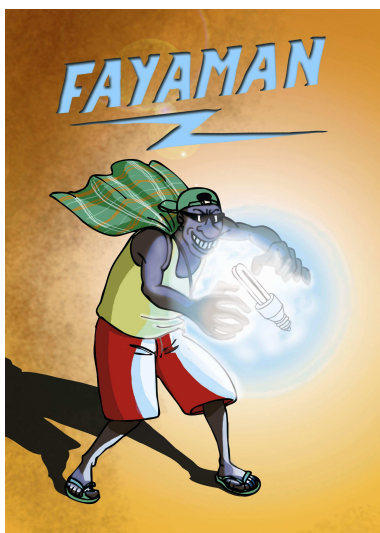
Conception d'un protocole de communication dans une langue plus adaptée : le sranantongo – français



Les sociétés businenge sont de tradition orale, parlant principalement des tongos (aluku, saramaka, ndjuka ou paramaka) et le créole. Le français représente la langue administrative et la langue écrite. Pour communiquer sur l'énergie, le choix de la langue s'est porté sur le sranantongo,

créole surinamais et langue véhiculaire par excellence. Ecrire dans cette langue permet une ré-appropriation du document et des informations, dans un premier temps, et de généraliser au plus grand nombre la lecture par l'intermédiaire du bilinguisme et du multiculturalisme. Les termes techniques existant en langue française n'ont pas leur équivalent en nenge-tongo. Ainsi les tournures de périphrases, appuyées par des illustrations et bande-dessinées, facilitent les explications techniques et conceptuelles. L'originalité des supports bilingues (français/nenge-tongo) permet d'avoir une approche intergénérationnelle pour renforcer le message dans le temps.

Les média ainsi utilisés sont de natures différentes : un dépliant composé d'une BD, des supports d'information expliqués par des médiateurs et des conseillers, une valise de démonstration des consommations comparées des lampes. L'accent est avant tout mis sur l'oralité et les visites à domicile. L'originalité de la démarche consiste en une approche linguistique pour rencontrer les usagers de l'électricité et les sensibiliser aux économies d'énergies.



A cette démarche sont associés des conseils en sécurité électrique, des informations sur les enjeux de l'étiquette énergie et une initiation au fonctionnement des appareils et à leur impact en terme de consommation. Plusieurs accidents mortels ont démontré que la sécurité électrique à l'intérieur des maisons est un autre enjeu important dans les bourgs. A cette occasion une communication relevant de la même méthodologie, grâce à des visites dans les foyers, est en cours (explication des dangers de l'électricité et de l'eau, des conseils pour une installation électrique sans risque dans un foyer ...). Là encore, aborder les notions de risques et de dangers liés à l'usage de l'électricité présente des difficultés quant aux représentations magico-religieuses du risque et de la mort et du fait des méconnaissances relatives au

fonctionnement des appareils électriques. Des séries de gestes et d'adaptations techniques simples sont proposées pour contourner ces dangers : mise à distance des prises vis-à-vis des points d'eau, fixation des prises et fils électriques et installation de disjoncteur pour éviter les électrocutions.

CONCLUSION

Consommer est une manière d'entrer dans la modernité, mais cela entraîne une augmentation du taux d'équipement en appareils électroménagers et par contrecoup, une augmentation des consommations électriques. Que l'on soit dans les sociétés occidentales ou dans les bourgs du Maroni, l'arrivée de l'électricité conduit aux mêmes difficultés de compréhension de l'usage de l'électricité et par extension, de la notion de maîtrise des consommations. La liberté de consommer, conférée par l'accès généralisé au « tout électrique », heurte de plein fouet la notion de gestion supposée accompagner la relation contractuelle liée au service de distribution de l'électricité.

Lors de cette expérience, la collaboration entre le chercheur, l'association locale et les partenaires publics, a permis de vérifier l'importance qu'il y a de prendre en compte les particularités des cultures locales dans la conception d'actions et dans leur mise en œuvre dans une culture différente. A partir d'une méthode inductive, l'étude socio-anthropologique a donné du sens aux comportements induits par les appareils électriques. Elle a fait apparaître les véritables enjeux, et précisé les acteurs clés pour construire un dispositif socio-technique spécifique, plus en cohérence avec les réalités locales. Au cœur de ce dispositif, une approche communautaire qui vise à faciliter la ré-appropriation des enjeux par la population. Sur la base d'un transfert de technologie, il ne s'agit rien d'autre qu'une forme de co-développement avec les autorités coutumières, garantes des mécanismes culturels traditionnels. Le dialogue ainsi engagé auprès des abonnés d'EDF, comme auprès des non abonnés, permet d'imaginer les conditions d'un agir commun.

